

Une enquête de conjoncture sur la pauvreté en Auvergne-Rhône-Alpes

Édition n°1 - Automne 2017

Cette publication est un numéro spécial. Spécial parce qu'il est le n°1 d'une suite d'éditions sous le même format. Spécial parce qu'il marque une nouveauté dans les écrits de la MRIE : l'enquête de conjoncture sur la pauvreté.

Mais quel est ce drôle d'oiseau ? C'est une idée qui a germé et fait son chemin avec les participants du groupe « indicateurs d'alerte » que la MRIE anime depuis 4 ans¹. L'idée est à la fois simple et ambitieuse : il s'agit de s'inspirer d'un outil de l'Insee (l'enquête de conjoncture) et de l'adapter aux questions de pauvreté. Dans quelle visée ? Pour proposer d'autres indicateurs de pauvreté, plus réactifs et plus qualitatifs parce que basés sur l'expertise de ceux qui la côtoient régulièrement. Pour faire parler de la pauvreté, mieux la connaître et ainsi mieux agir, c'est-à-dire poursuivre la mission que se donne la MRIE depuis 25 ans.

Et l'idée s'est fièrement concrétisée. Une importante phase de mobilisation a été nécessaire et relayée par des réseaux régionaux divers. Cette mobilisation a permis de constituer un panel conséquent d'acteurs en lien avec les personnes en situation de pauvreté sur la région. À ce jour, **506 acteurs se sont engagés dans l'enquête de conjoncture**, engagés à répondre tous les 6 mois aux 10 mêmes questions. Parmi eux, 421 ont effectivement répondu à cette première édition.

Légende des couleurs des graphiques



Amélioration



Stabilisation



Dégradation



Indéterminé

Que peut-on retenir de cette première édition ?

« *Qu'il n'y a pas d'amélioration en vue* » ont conclu des acteurs mobilisés². Pire encore, sur certains points la dégradation est nette. Ressort en particulier une forte perte de confiance dans les administrations, par exemple du fait de l'exclusion numérique. En parallèle, les résultats témoignent de l'augmentation de la souffrance et du mal être des personnes en situation de pauvreté. Du côté des acteurs engagés sur le terrain, le mal être se fait également sentir. Ces derniers font état de leurs frustrations à ne plus pouvoir agir comme avant et à voir les situations se détériorer : « *on ne fait plus vraiment ce qu'on devrait faire* », « *au niveau social, nous sommes en régression notoire* ». En somme, « *la coupe est pleine* » et l'avenir est ainsi envisagé avec pessimisme.

Dans ce contexte, les analyses des acteurs sont précieuses : « *qui va nous écouter sur notre expertise ?* » interrogeait alors un acteur début octobre. À chacun et chacune de se saisir des résultats qui suivent pour aller plus loin dans la réflexion, et susciter des échanges avec d'autres, élus, professionnels, bénévoles œuvrant sur d'autres champs que le social...

¹ Cette idée fait suite à l'enquête approfondie menée par la MRIE et le groupe « indicateurs d'alerte » en 2016 et présentée pages 154 à 163 du dernier dossier biennal de la MRIE (téléchargeable sur notre site : www.mrie.org).

² Propos recueillis à l'occasion du 17-19 de la MRIE portant sur l'enquête de conjoncture et ayant eu lieu le 10 octobre 2017.

CARTE D'IDENTITE DES 421 ENQUETES DE CETTE PREMIERE EDITION



Des professionnels du champ médico-social chevronnés et en lien régulier avec les personnes en situation de pauvreté



96 % sont en lien au moins hebdomadaire avec des personnes pauvres



90 % sont des professionnels



71 % exercent ce métier depuis + de 5 ans



Le ou les milieux d'activité des acteurs :

- 78 %** urbain
- 35 %** rural
- 27 %** périurbain



Le ou les domaines d'activité des acteurs :

- 44 %** le logement
- 44 %** la gestion administrative des droits
- 42 %** l'urgence sociale
- 39 %** la santé
- 30 %** l'emploi ou la formation
- 28 %** l'éducation / l'enfance
- 15 %** la participation ou la citoyenneté
- 8 %** le sport et les loisirs

Les 421 enquêtés de cette première édition de l'enquête de conjoncture concentrent des caractéristiques communes, en matière d'ancienneté et de régularité de contacts avec les personnes en situation de pauvreté, qui appuient encore davantage leur expertise. Par ailleurs, il s'agit très majoritairement de professionnels, les élus et bénévoles ayant été plus difficiles à mobiliser pour le moment.

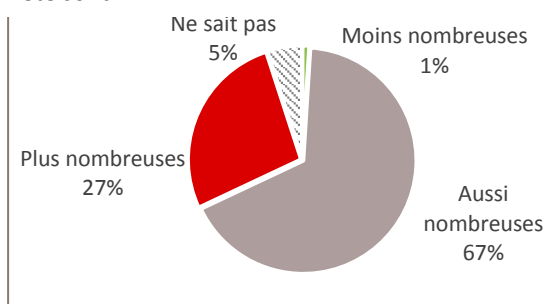
En dehors de ces caractéristiques communes, le panel renvoie une image hétéroclite des acteurs. En effet, ces derniers œuvrent dans des types de territoires et des domaines très différents. Ils sont en lien avec des publics très diversifiés, même s'ils restent généralement des acteurs du champ médico-social.

L'implantation géographique et la structure d'appartenance (association ou institution) sont les deux critères sur lesquels l'échantillonnage a été pensé, ils ont donc constitué des points d'attention permanents pendant toute la phase de la mobilisation. Ce sont ces critères qui ont été pris en compte pour constituer un échantillon régional des acteurs à partir duquel sont extraits les résultats présentés ici (cf. méthodologie page 6).

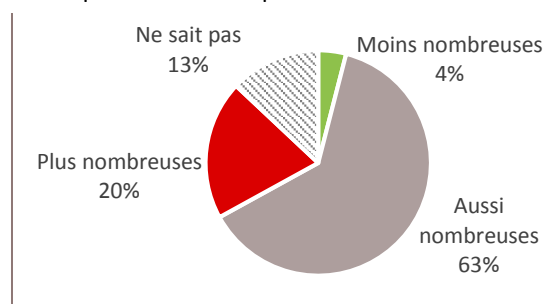
Nombre de personnes en situation de pauvreté

La pauvreté tend à gagner du terrain. En effet, les personnes en situation de pauvreté, celles qui ne recourent pas à leurs droits et celles qui ne disposent d'aucunes ressources financières sont aussi nombreuses, voire plus nombreuses. Dans les évolutions marquantes concernant le profil de la pauvreté, ressort fortement la présence des migrants : demandeurs d'asile en cours de procédure, réfugiés ou personnes en situation irrégulière. Concernant ces publics, les messages sont brûlants : « *il faut alerter sur la maltraitance du système actuel !* ». Pour autant, ces effets conjoncturels ne doivent pas faire oublier les situations de pauvreté chroniques que rencontrent de nombreuses personnes, sans solutions satisfaisantes. L'isolement est, en particulier, largement évoqué comme un frein à la sortie de la pauvreté : « *des personnes seules sans réseau de proximité* », des publics « *invisibles* » donc « *oubliés* », « *avec de moins en moins de sentiment d'appartenance à la société* ». Quant à l'avenir, les acteurs l'envisagent avec craintes et incertitudes. Leur lecture de l'avenir renvoie une image très détériorée, plus pessimiste que celle peinte pour le présent. Pourquoi ? Plusieurs hypothèses ont été avancées dont, principalement, des inquiétudes liées aux choix et arbitrages politiques au niveau local comme national.

Par rapport à ce qu'il se passait il y a 6 mois, avez-vous l'impression que les personnes en situation de pauvreté sont :



Par rapport à ce qu'il se passait il y a 6 mois, avez-vous l'impression que les personnes en situation de pauvreté qui ne recourent pas à leurs droits sont :



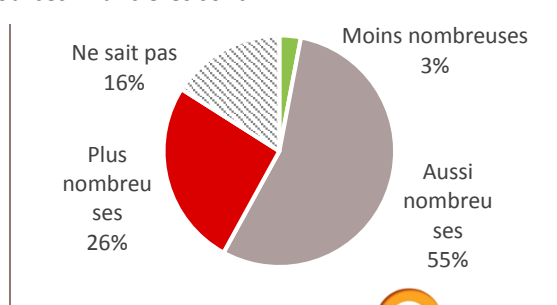
3

31 %

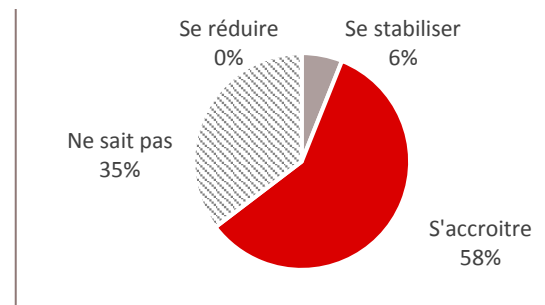
des enquêtés identifient un profil/type de personnes en situation de pauvreté qui leur semble plus présent actuellement que 6 mois auparavant.

Les répondants évoquent massivement (près de la moitié d'entre eux) les personnes nouvellement arrivées en France (demandeurs d'asile en cours de procédure, réfugiés ou « sans papier »). Les autres réponses apportées sont plus diluées et rendent compte de la multiplicité des situations de pauvreté : travailleurs pauvres, personnes isolées, jeunes, mono-parents, en difficultés de santé physique ou psychique, personnes âgées, etc.

Par rapport à ce qu'il se passait il y a 6 mois, avez-vous l'impression que les personnes sans aucunes ressources financières sont :



Pour les 6 PROCHAINS mois, pensez-vous que le nombre de personnes en situation de pauvreté va :

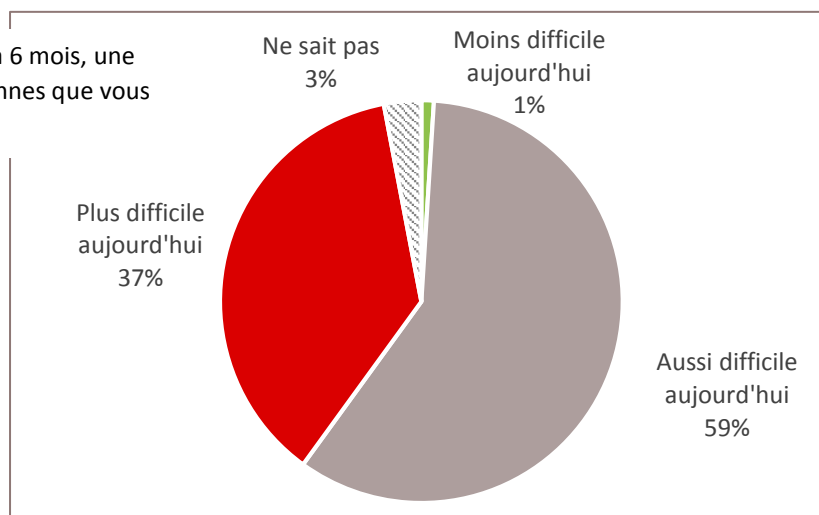


Les acteurs associatifs sont plus pessimistes sur l'avenir (67 % ont coché « s'accroître »).

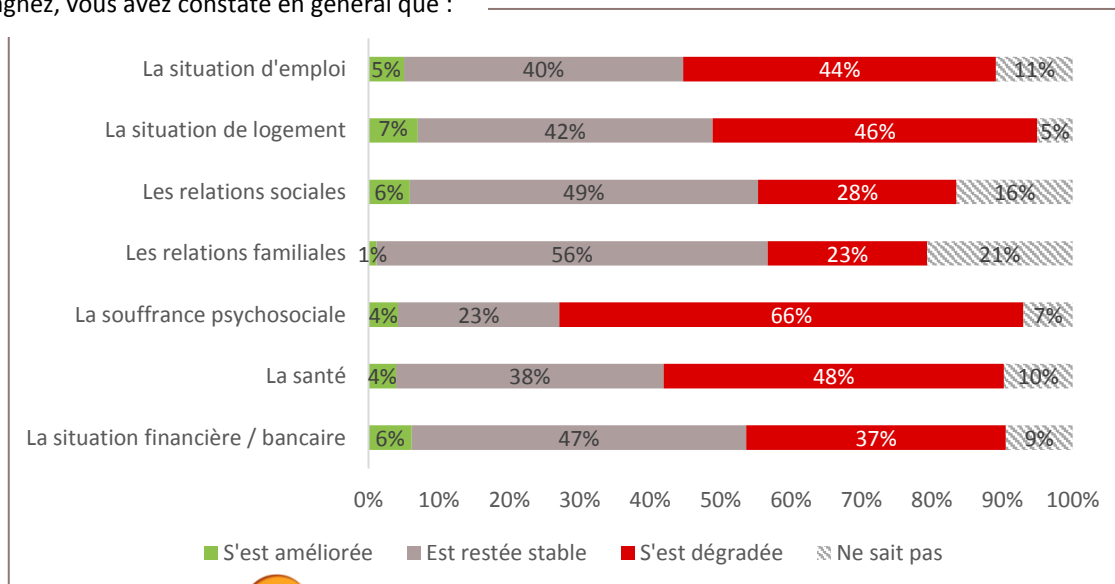
Nature de la pauvreté

Les acteurs renvoient l'image d'une pauvreté ancrée, dont il est, pour les gens, autant voire plus difficile de sortir. En cause notamment : « *des problématiques de plus en plus complexes* », « *un cumul de précarités* ». La dégradation de la situation des personnes est particulièrement marquée en matière de souffrance psycho-sociale : « *avec certaines personnes, on est que sur des aspects de liens et de souffrance. De plus en plus les gens sont mal* ». Cette souffrance psycho-sociale procède-t-elle d'une situation durablement dégradée dans les autres domaines, en particulier la santé, le logement, et l'emploi ?

Par rapport à ce qu'il se passait il y a 6 mois, une sortie de la pauvreté pour les personnes que vous accompagnez vous semble :



Par rapport à ce qu'il se passait il y a 6 mois chez les personnes en situation de pauvreté que vous accompagnez, vous avez constaté en général que :



Les acteurs institutionnels évoquent davantage de dégradation sur le plan financier (43 %), du logement (53 %) et des relations sociales (33 %). La dégradation du contexte de logement est également davantage avancée par les acteurs qui œuvrent en milieu urbain (53 %).

Interlocuteurs et action sociale

Concernant les relations avec les administrations, la dégradation est nette. Les commentaires écrits et oraux mettent régulièrement en cause la dématérialisation des démarches et, de ce fait, la fermeture des administrations au public, une forme de « *déshumanisation* ». Les acteurs regrettent que cette évolution se soit réalisée « *brusquement* » et sans accompagnement : « *les gens n'ont plus envie car ils ont connu trop d'échecs avec les administrations. C'est tout un travail pour les remettre sur les rails afin qu'ils puissent se remettre en lien avec les travailleurs sociaux* ». Une mise en lien appuyée par le travail de médiation que proposent les associations et leurs bénévoles. Mais pour autant, cela ne suffit pas. Le surcroît de travail administratif est pénalisant pour les acteurs comme pour les personnes, d'autant qu'il génère des ruptures de droits fréquentes. De plus, les évolutions législatives et dysfonctionnements administratifs ont un effet « *catastrophique* » sur les personnes qui, souvent, tardent à demander de l'aide.

42%

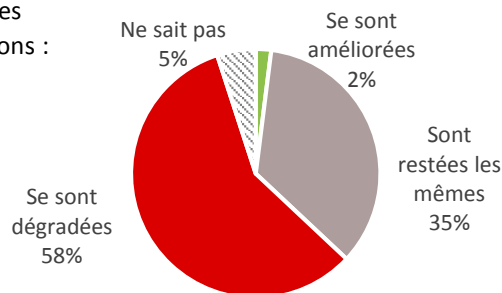
des répondants ont souhaité apporter un éclairage complémentaire.

Un tiers des répondants explicitent les effets contreproductifs de la dématérialisation des démarches administratives et un quart regrettent la complexité et les dysfonctionnements de ces démarches. Les difficultés propres aux demandeurs d'asile sont, ici aussi, appuyées (15% des répondants). Les acteurs renvoient également l'isolement et le repli sur soi des personnes (11%). D'autres commentaires attestent de marges de manœuvre restreintes dans l'action : réduction drastique des contrats aidés, secteur du logement/hébergement embolisé, difficultés d'accès aux soins ou à l'emploi, etc.

Par rapport à ce qu'il se passait il y a 6 mois, avez-vous l'impression que les relations entre les personnes en situation de pauvreté et les administrations :



La dégradation des relations avec les administrations est davantage évoquée par des acteurs institutionnels (62 %), ceux qui exercent hors du milieu urbain (67 %) et dans l'Ain (71 %) et la Loire (74 %). Elle l'est moins pour les acteurs associatifs (52 %), ceux qui exercent en milieu urbain (51 %) et dans le Rhône (48 %) et la Savoie (35 %).

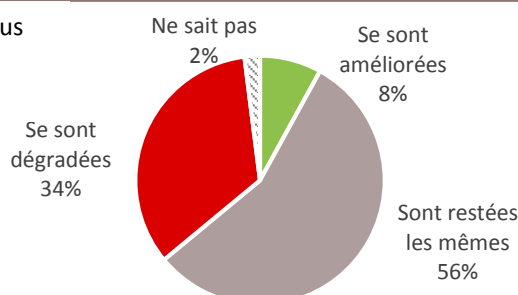


5

Par rapport à ce qu'il se passait il y a 6 mois et à partir des outils dont vous disposez, est-ce que les réponses que vous apportez aux personnes en situation de pauvreté :



L'évolution des outils à la disposition des acteurs varie fortement selon les départements : 17 % des savoyards évoquent une dégradation de ces derniers, contre 55 % des drômois.



L'enquête ouvre une fenêtre sur les difficultés des acteurs engagés au quotidien avec des personnes en situation de pauvreté. Ils interrogent le sens et la légitimité de leur intervention : « *l'écart est vraiment trop énorme entre ce qui est décidé au niveau politique et la réalité de terrain* », « *on ne sait plus quoi dire aux gens* », « *les gens n'attendent plus, il n'y a même plus de colère* ». Ils sont face à des situations insolubles, des paradoxes quotidiens : « *est-ce que si on arrêta de travailler ce ne serait pas mieux ?* », « *est-ce qu'il faut bien s'occuper de quelques personnes ou mal de tous ?* ». Face à leurs propres difficultés, ils sont englués dans le quotidien : « *je ne sais plus ce qu'il se passait il y a 6 mois, on vit au jour le jour, un peu comme le public qu'on soutient* » et renvoient un fort besoin d'être entendus et de participer à la construction de l'avenir.



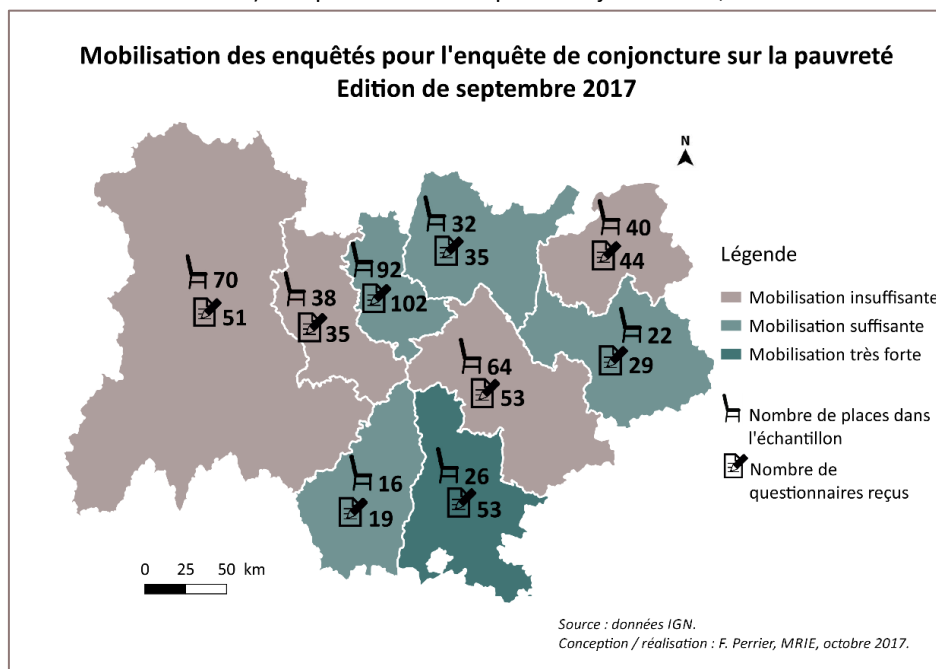
Méthodologie de l'enquête

Les enquêtes de conjoncture sont définies par l'Insee comme des enquêtes qualitatives qui permettent de suivre la situation du moment et de prévoir les évolutions à court terme. Cinq caractéristiques permettent de décrire brièvement la méthode de ces enquêtes dont nous nous sommes inspirés ici :

1. Il s'agit d'enquêtes qualitatives, rendant compte d'une opinion, d'une expertise¹. Ici, c'est de l'expertise des acteurs en lien avec les personnes en situation de pauvreté dont il est question.
2. Ce sont des enquêtes régulières. Souvent les enquêtes de conjoncture sont mensuelles ou trimestrielles mais ici la temporalité de 6 mois a été fixée car les phénomènes de pauvreté évoluent de façon plus lente que les domaines généralement visés par les enquêtes de conjoncture de l'Insee.
3. Les enquêtes de conjoncture apportent une vue synthétique sur un domaine peu ou tardivement couvert par la statistique publique. C'est tout à fait le cas de la pauvreté qui fait peu l'objet de statistiques et dont les données mettent longtemps avant de paraître (2 ans pour le taux de pauvreté).
4. Elles doivent être réactives, d'où le choix ici d'un questionnaire court (10 questions) et de questions majoritairement fermées, pour un traitement rapide.
5. Enfin, elles nécessitent un travail fin de l'échantillon des experts interrogés. Ici, l'échantillon des acteurs a été pensé au regard de 2 critères : le département et le type de structure dans laquelle œuvre l'acteur. Un objectif de 400 acteurs (soit 400 « places ») a été fixé et réparti : au prorata de la population des départements et dans une répartition homogène institution/association. Ainsi, pour l'Ardèche où 16 places doivent être occupées, 8 places doivent l'être par des acteurs associatifs et 8 par des acteurs institutionnels². À chaque place correspond donc un questionnaire et un seul. Deux cas de figure : soit le nombre de questionnaires retournés est inférieur au nombre de places visées (pas d'ajustement opéré - cas de l'Auvergne³, l'Isère, la Loire et la Haute-Savoie pour les acteurs associatifs), soit le nombre de questionnaires retournés est supérieur au nombre de places visées (les questionnaires en trop sont ignorés pour la présentation des résultats régionaux - cas des autres départements et de la Haute-Savoie pour les acteurs institutionnels). En prenant en compte ces ajustements, il reste 358

6

questionnaires travaillés pour rendre compte des résultats régionaux, sur 400 attendus soit 90 % de l'objectif visé. Les résultats présentant des croisements (vignettes orange avec une loupe) prennent en compte, quant à eux, les 421 questionnaires récoltés. Ne sont évoqués dans ces vignettes que les comparaisons statistiquement significatives (test du khi deux valide). ■



¹ À des chefs d'entreprises industrielles pour l'enquête sur l'industrie, à des agences immobilières pour celle sur la promotion immobilière.

² Le terme « institutionnel » regroupe un ensemble large d'acteurs : CCAS, Mairie, intercommunalité, Conseil Départemental, organisme de protection sociale, service de l'État (Pôle emploi, hôpital public, ARS, DDCS, préfecture, etc.), entreprise privée ou bailleur social.

³ Compte tenu de l'agrandissement récent de la région, les acteurs ex Auvergnats ont été plus difficiles à mobiliser, et ils sont, pour le moment, pris en compte quel que soit leur département. Les prochaines enquêtes devraient améliorer ce point.